

IPI

INTERNATIONAL
PEACE
INSTITUTE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation



UNITED NATIONS OFFICE FOR WEST AFRICA AND THE SAHEL

UNOWAS

BUREAU DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET LE SAHEL

Ce séminaire a été co-organisé à Dakar du 27 au 28 juin 2016 par IPI, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Les participants, y compris des experts, des autorités religieux et traditionnels, et des représentants de la société civile, le secteur privé, les gouvernements, et les organisations régionales et internationales, ont discuté le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, publié en décembre 2016 par le secrétaire général.

Arthur Boutellis, Olga Abilova, Delphine Mechoulan et Lesley Connolly du Centre Brian Urquhart pour les opérations de paix d'IPI ont supervisé les préparations substantives de la rencontre et la rédaction de ce rapport. Ce rapport reflète l'interprétation des discussions par les rapporteurs et ne représente pas nécessairement les opinions de tous les participants.

IPI est reconnaissant envers ses généreux donateurs, dont le soutien rend possible les publications comme celle-ci. En particulier, IPI remercie la Confédération Suisse.

Investir dans la paix et la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel-Sahara : Conversations autour du Plan d'action du secrétaire général

SEPTEMBRE 2016

Introduction

L'Afrique de l'Ouest et la région sahélo-saharienne sont aujourd'hui confrontées à des défis liés à la paix et la sécurité qui contribuent à fragiliser les États et affectent la relation État-citoyen. L'émergence et la prolifération de groupes extrémistes violents accentuent le climat de peur et d'insécurité, et les actions de ces groupes affectent les efforts de paix, le développement durable et les droits de l'homme. Face à cette réalité, les décideurs ont pris conscience que la prévention de la violence nécessite une approche multidisciplinaire et multipartenaire, afin de traiter les causes sous-jacentes qui poussent les individus à intégrer des groupes extrémistes violents, et, accessoirement, de réintégrer les membres de groupes violents qui souhaiteraient quitter ces groupes et retourner dans leur environnement initial.

Au cours de la dernière décennie, les efforts mis en œuvre pour résoudre le problème de l'extrémisme violent ont principalement consisté en une série de mesures sécuritaires et de lutte contre le terrorisme. Ces mesures se sont avérées insuffisantes. L'expérience montre que l'extrémisme violent est perçu et se manifeste différemment selon le contexte, nécessitant des réponses différenciées. Des approches axées seulement sur l'antiterrorisme, par exemple, risquent d'alimenter davantage l'extrémisme violent.

Cette prise de conscience a amené les organisations internationales et les États à adopter des approches préventives, incarnées dans le Plan d'action du secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent du 24 décembre 2015.¹ Lors de la présentation de son Plan d'action, le secrétaire général de l'ONU a insisté sur le fait que « de nombreuses années d'expérience ont prouvé que les politiques à court terme, les approches musclées, une vision restreinte des domaines relevant de la sécurité et un mépris total pour les droits de l'homme ont souvent empiré la situation. »² Il faut donc instamment prévoir à l'agenda mondial une conversation entre les États, la société civile et les praticiens, y compris en Afrique de l'Ouest et dans la région Sahel-Sahara, dans le but d'identifier des mesures plus efficaces et des politiques durables pour prévenir l'extrémisme violent.

Dans ce contexte, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), l'International Peace Institute (Institut international pour la paix, IPI) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse ont co-organisé un séminaire régional à Dakar, au Sénégal, les 27 et 28

¹ Assemblée générale de l'ONU, *Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du 24 décembre 2015 : Rapport du secrétaire général*, 24 décembre 2015, UN Doc. A/70/674.

² Secrétaire général de l'ONU, « UN Secretary-General's Remarks at General Assembly Presentation of the Plan of Action to Prevent Violent Extremism », traduction du rapporteur, 15 janvier 2016.

juin 2016. Cette rencontre a réuni une soixantaine de participants de 14 pays, y compris des dirigeants politiques, des membres de la société civile (hommes, femmes, jeunes), des autorités religieuses et traditionnelles, ainsi que des représentants des médias (en leur capacité d'experts), du secteur privé, des gouvernements et des organisations régionales et internationales.

La rencontre a d'abord cherché à mieux comprendre comment les États, les citoyens et les organisations de la région perçoivent et définissent la question de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel-Sahara. Elle s'est ensuite penchée sur la dynamique sous-régionale et l'impact des tendances mondiales de l'extrémisme violent sur la région. Les participants ont ensuite discuté des pratiques de prévention qui ont donné des résultats positifs en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel-Sahara. Ils ont conclu leurs délibérations par le développement d'une perspective régionale visant à mettre en œuvre le Plan d'action du secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent qui prendrait en compte les défis et les opportunités propres à la région, en soulignant l'importance de concevoir cette perspective de manière dynamique, transfrontalière et également transrégionale.

Perceptions de l'extrémisme violent et de ses causes sous-jacentes en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel-Sahara

La thématique de la prévention de l'extrémisme violent est d'une importance primordiale pour l'avenir du continent africain. Toutefois, l'élaboration de politiques pour tenter de prévenir ce phénomène exige une meilleure compréhension de ses causes profondes et un diagnostic commun du problème. La première partie de la rencontre a ainsi porté sur les manifestations et perceptions locales de l'extrémisme violent dans la région.

L'extrémisme violent est généralement perçu et décrit dans la région comme une menace extérieure pour les communautés locales. Pour certains participants, étant donné que le djihadisme exprime un courant nihiliste de rejet de la société, il

faut le distinguer de l'extrémisme violent. Une telle distinction est essentielle car l'amalgame entre les deux concepts risque de stigmatiser certains groupes religieux et pourrait amener à encore plus de violence.

Si la perception générale est que de nombreux pays de la région semblent être, par à-coups et de manière imprévisible, sous la menace de ce fléau, de très nombreux espaces de stabilité existent et méritent un examen plus approfondi. Il s'impose de reconnaître les facteurs qui augmentent la capacité de certaines communautés à ne pas se joindre à la dynamique des groupes extrémistes violents et à s'en démarquer. Il faut également se poser la question « dans quelle mesure la confiance qui règne entre les États et leurs citoyens facilite une action intégrée et concertée face à l'extrémisme violent ? ». De meilleures réponses à ces questions pourraient aider à l'identification et à l'élaboration de politiques plus efficaces aux niveaux nationales et transnationales.

Pour les participants, les médias jouent un rôle important dans la perception de l'extrémisme violent en fonction de la façon dont ils dépeignent les événements. La communauté internationale et les médias internationaux ont tendance à se concentrer sur certains groupes extrémistes violents, comme l'État islamique ou Al-Qaïda. D'autres groupes bénéficiant de plus de soutien de la part des communautés locales, comme Ansar Al-Charia en Libye ou le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) en 2012 au Mali, ou encore Boko Haram dans sa période initiale, semblent moins attirer l'attention des médias et ne pas faire l'objet d'analyses nuancées. Ces derniers groupes ont souvent émergé en réponse à des déficits de gouvernance — manque de services de base, d'éducation et de santé — et pour combler des vides sécuritaires.

De ce fait, les définitions et perceptions de l'extrémisme violent varient selon le contexte. Les discours nationaux sur l'extrémisme violent dans les pays en conflit ou ayant connu un conflit ont tendance à se concentrer sur le degré d'inclusion dans les négociations de paix et le dialogue politique (degré de participation et de l'association élargie de groupes extrémistes aux processus), ainsi que sur l'émergence et la propagation de groupes violents transnationaux. Les résultats de recherches et d'études de perception auprès des populations

locales mettent plutôt en avant le rôle des facteurs socio-économiques et de l'absence de l'État — et donc du déficit d'interaction avec les citoyens.

Ce sont en effet les inégalités socio-économiques et le manque d'opportunités qui influencent la capacité d'une communauté à prévenir l'attrait des groupes extrémistes violents et leur rhétorique, surtout auprès des jeunes. Ces derniers ont souvent perdu confiance dans les institutions de l'État et leurs dirigeants. Un des participants à la rencontre a ainsi dit : « Al-Qaïda est maintenant devenu l'employeur principal des jeunes de la région ». Selon une cartographie des facteurs de résilience des communautés au sud de la Libye, la priorité des populations locales ne porte ni sur l'accord de réconciliation parrainé par l'ONU ni sur l'État islamique mais sur l'accès à l'économie et à l'argent.³ D'autres études, menées au Niger, ont montré que les communautés locales considèrent le manque de moyens de subsistance plutôt que le terrorisme comme la cause principale de l'insécurité.⁴

La montée de l'extrémisme violent est souvent associée à une rupture dans les relations État-société, et, dans la région, les participants ont remarqué que cette rupture est souvent due à la violence — physique ou structurelle — exercée par les États eux-mêmes. Cette violence est une des causes profondes de l'aliénation de certains individus, qui les pousse vers la violence. Il faut donc veiller à ce que la focalisation sur les groupes extrémistes violents et leur propagande ne rende pas invisible d'autres formes de violence dans les sociétés, en particulier celle émanant de l'action de l'État.

Enfin, la problématique de la corruption revient souvent. Il ne s'agit pas uniquement de l'accaparement des espaces politiques et des ressources économiques par certaines élites ; il s'agit également de l'indifférence et du mépris des élites envers le reste de la population que l'ampleur de cette corruption traduit. Cela a pour conséquence non seulement d'entraver le développement socio-économique des pays, mais également de miner la confiance des citoyens envers leurs institutions

alors que le besoin de protection et de perspectives socio-économiques sont les principales préoccupations des populations à risque d'extrémisme violent. Ce sentiment est d'autant plus fort dans les campagnes, victimes des disparités croissantes entre capitales et périphéries. Ces mêmes populations sont aussi celles qui se tournent les premières vers divers groupes armés pour leur sécurité lorsque les forces nationales de sécurité sont absentes, prédatrices ou perçues comme peu fiables.

Les participants ont souligné l'importance d'inclure les jeunes et les femmes comme des acteurs clés de la prévention de l'extrémisme violent. Cette inclusion peut se faire à la fois par le biais de consultations visant à mieux informer les politiques mais également de manière plus directe en les impliquant dans les efforts de sensibilisation aux effets négatifs de l'extrémisme violent. Les participants ont également suggéré le renforcement des partenariats stratégiques entre les gouvernements et le secteur privé pour générer des emplois pour les jeunes. L'entrepreneuriat des jeunes doit aussi être encouragé par une coopération plus étroite avec les banques, pour les inciter à accorder aux jeunes des prêts à taux d'intérêt faibles. Les participants ont aussi souligné l'importance de ne pas associer les jeunes à des projets uniquement dans un cadre de loisirs, mais de stimuler également leur engagement politique et citoyen. Plusieurs jeunes participants ont ainsi parlé d'initiatives qu'ils ont lancées à ce titre (par exemple en Tunisie) — appelant à ce que les jeunes ne soient pas considérés comme des bénéficiaires, mais des responsables de leur propre destin.

Les discussions des participants à cette rencontre ont ainsi fait ressortir un diagnostic beaucoup plus nuancé de l'extrémisme violent et de ses causes que l'étalage fréquent de violence et d'appel aux réponses musclées. Elles ont mis plutôt en exergue le fait que l'extrémisme violent se nourrit aux terreaux favorables que sont l'exclusion politique, le manque de perspectives socio-économiques, l'absence de l'État et la rupture néfaste des relations entre citoyens et États. Elles ont aussi mis en

3 Voir Interpeace, « Libya », disponible à www.interpeace.org/programme/libya/.

4 Voir Search for Common Ground, « Analyse des déterminants de conflits dans les communes de Tchintabaraden et Tassara », mars 2014, disponible à www.sfcg.org/wp-content/uploads/2014/08/NIG_RR_Jan14_Rapport-Dynamique-des-conflits-et-Medias-au-Niger-et-Tahoua1.pdf; et PNUD, « Analyse des facteurs de conflits au Niger », novembre 2014, disponible à www.ne.undp.org/content/dam/niger/docs/Publications/UNDP-NE-Analyse%20des%20facteurs%20des%20conflits.pdf?download.

exergue la nécessité d'investir dans des actions auxquelles les institutions, les citoyens et les communautés participent pour faire émerger des alternatives qui apportent des réponses positives à de tels déficits, désactivant ainsi l'attrait du recours à la violence comme moyen d'aboutir à ses fins. Cette conversation a par ailleurs fait ressortir que de telles initiatives existent, et qu'il importe qu'elles soient entendues et soutenues.

La dynamique sous-régionale et l'impact des tendances mondiales de l'extrémisme violent

La rencontre a souligné que tout en agissant localement, il est important de comprendre la dynamique de l'extrémisme violent au plan régional, de voire l'impact qu'exercent les tendances mondiales et de considérer comment l'action locale peut être complétée par une action de prévention régionale. En effet, les réponses globales ont été largement limitées — à la fois sur le plan conceptuel et programmatique — au domaine de la sécurité, que ce soit au plan de la coopération internationale ou au plan national. De telles approches visent à contenir la violence, mais elles ne permettent pas d'en aborder les causes ; par ailleurs, elles n'impliquent pas l'ensemble de la société et, la plupart du temps, ne tiennent pas compte des dimensions genre de la question. La transversalité de la thématique de prévention de l'extrémisme violent, du niveau local à l'international, appelle aussi à une réflexion sur l'articulation des actions à différents niveaux afin que celles-ci résultent en un tout cohérent plutôt que cacophonique comme c'est trop souvent le cas.

En raison de la complexité du phénomène, il est clair qu'il n'y a pas d'approche simple et uniforme pour engager une action de prévention de l'extrémisme violent — qui par définition se situe dans le long terme. En même temps, un certain nombre de facteurs structurels sont partagés par beaucoup de pays de la région, comme la pauvreté et le déficit d'éducation culturelle, en particulier sur l'Islam, qui rendent certains individus d'autant plus vulnérables au recrutement par certains groupes extrémistes violents. L'absence de l'État — de services de base notamment mais aussi de sécurité

— joue aussi un rôle important dans les zones rurales et dans les espaces périphériques et marginalisés, où la dimension transfrontalière prend souvent le pas sur la dimension centripète de l'État. Il est donc essentiel d'élaborer des réponses qui sont à la fois ancrées dans les spécificités locales des sociétés et de leur relation avec l'État, mais également de fédérer les réponses à un phénomène qui revêt un caractère de plus en plus transnational, de l'Afrique de l'Ouest au Sahel, jusqu'à l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale et au-delà.

La difficulté de mettre en œuvre des politiques globales au niveau local n'est pas nouvelle. Tant le Plan d'action du secrétaire général sur la prévention de l'extrémisme violent que la Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel de l'Union européenne, par exemple, risquent de faire face aux mêmes écueils. Les dynamiques locales et transnationales liées à la violence en Afrique de l'Ouest et dans la région Sahel-Sahara doivent être mieux prises en compte et être intégrées dans les cadres d'action sous-régionaux, afin de définir des politiques plus efficaces, tout en mettant à profit les leçons tirées des expériences positives vécues par la région. Il faut également revoir les hypothèses qui sous-tendent les politiques de prévention en vigueur en se basant davantage sur une analyse des perceptions des acteurs de la région quant à la prévalence de l'extrémisme violent et du rôle de l'Islam, par rapport à d'autres causes d'insécurité ou d'instabilité à travers la région. Les engagements politiques doivent aussi être accompagnés de financements, y compris pour des initiatives communautaires et des initiatives au plan régional.

Initiatives de prévention proposant des alternatives à la violence

La discussion d'initiatives de prévention en Afrique de l'Ouest et au Sahel-Sahara a été menée au sein de trois groupes thématiques parallèles qui ont abordé, respectivement, les questions suivantes : (1) la participation politique, les relations État-citoyen et le dialogue inclusif; (2) la couverture médiatique indépendante et responsable dans un monde où prime la concurrence pour obtenir l'information; et (3) les approches sous-régionales en matière de prévention.

Dans tous les groupes, la discussion a porté sur la nécessité d'aller au-delà d'une approche sécuritaire et de mettre l'accent sur la prévention en privilégiant les communautés locales qui peuvent à la fois constituer un terreau favorisant l'extrémisme violent et, souvent, être elles-mêmes les victimes principales des groupes extrémistes violents. Un message central de la rencontre est que la communauté internationale, les organisations régionales et les États doivent travailler beaucoup plus étroitement et de manière participative avec les communautés locales — des plus jeunes aux aînés — lors de l'élaboration de programmes visant à prévenir l'extrémisme violent. Cette reconnaissance des responsabilités partagées est une des caractéristiques les plus importantes d'une approche de prévention. Identité et cohésion sociale jouent un rôle majeur dans la capacité des communautés locales à lutter contre l'extrémisme violent.

Il est ressorti des discussions que le maintien d'un lien fort entre les aînés et les plus jeunes membres d'une même communauté est central ; les résultats de recherches menées dans le sud de la Libye, présentés lors de la rencontre, ont montré que la communication constante et le respect entre les jeunes et les aînés ont joué un rôle dans la réduction de l'infiltration de l'extrémisme violent dans ces communautés.⁵ Il est également particulièrement important d'associer les autorités locales et les chefs traditionnels et religieux, et de soutenir le dialogue intra- et interculturel et confessionnel en vue de promouvoir la tolérance.

Enfin, une évaluation commune des politiques actuelles de gestion de la menace terroriste est nécessaire, qui pourrait jeter la lumière sur la méfiance qui existe entre les États et les organisations de la société civile, mais également entre certains acteurs locaux et organisations internationales. Pour plusieurs participants, seul un changement de pratiques et de vocabulaire serait susceptible de bâtir la confiance nécessaire pour une action intégrée et concertée.

Les médias ont une influence majeure sur la manière dont l'extrémisme violent est perçu ainsi que sur la façon dont sont réfléchies les réponses à y apporter. Les médias influencent également la perception de l'efficacité des politiques de préven-

tion, même s'ils n'accordent souvent que peu de place aux initiatives de prévention. Certains journalistes participant aux débats ont maintenu que leur rôle principal demeure un rôle d'information et qu'il ne leur appartient pas d'exercer une fonction éducative ou d'être des agents de prévention de l'extrémisme violent. Ceci est d'autant plus important que l'indépendance et la neutralité des journalistes sont essentielles pour leur permettre de faire leur travail en sécurité. D'autres, tout en reconnaissant ce rôle, estiment néanmoins que « les médias, s'ils ne nous éduquent pas, nous formatent », souvent négativement — alors que d'autres exemples montrent le rôle positif qu'ils peuvent jouer, par exemple celui de radios qui diffusent des programmes d'éducation à la paix.

Par ailleurs, à l'opposé de médias internationaux bien nantis, les médias locaux sous-financés sont mal ou peu formés et n'arrivent pas à faire un travail de couverture impartiale, en raison aussi de pressions ou des risques encourus, et ce malgré une meilleure connaissance des réalités locales. Une préoccupation souvent exprimée est le manque de contrôle sur certaines radios communautaires locales qui servent parfois de porte-voix à des incitations à la violence, de quelque bord qu'elles viennent. Autant il va de l'intérêt des autorités étatiques de professionnaliser la couverture médiatique locale de l'extrémisme violent, autant il faut s'assurer que toute réglementation jugée nécessaire ne restreigne pas de manière excessive la capacité des journalistes à faire leur travail dans le respect de leur déontologie.

Vers une perspective régionale sur le Plan d'action

Le Plan d'action du secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent appelle au développement de plans régionaux et nationaux multisectoriels et multidisciplinaires pour traiter les causes profondes du phénomène. En Afrique de l'Ouest et au Sahel-Sahara, plusieurs organisations régionales agissent déjà sur cette problématique — le G5, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union

5 Voir Interpeace, « Libya », disponible à www.interpeace.org/programme/libya/.

économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), l'Union africaine (UA) — de même que plusieurs autres organisations internationales et partenaires — notamment l'ONU et l'UE — dans le cadre de stratégies régionales. S'il est nécessaire de mettre en cohérence ces différentes stratégies, il importe aussi de reconnaître leur complémentarité et de capitaliser sur les avantages comparatifs de ces différents cadres d'action régionaux. Il est donc essentiel que stratégies et plans se renforcent mutuellement et qu'ils se traduisent dans des politiques régionales, nationales et locales efficaces, soutenues par les organisations régionales et internationales et les partenaires bilatéraux, de manière coordonnée.

Pour ce qui est des Nations Unies, le dialogue entre les États membres et le Secrétariat de l'ONU autour de la mise en œuvre du Plan d'action du secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent doit se poursuivre, même en l'absence d'une définition de l'extrémisme violent. Ce dialogue doit en particulier mieux prendre en compte les perspectives et perceptions régionales, sous-régionales, nationales et locales — car mieux que les définitions, les contextes doivent guider l'action.

L'engagement de l'ONU sur le terrain doit se baser sur une analyse approfondie du contexte local et des environnements en constante évolution, doublée d'une compréhension plus nuancée des groupes armés, des facteurs qui ont permis leur émergence et de leur évolution. Cela doit également passer par un dialogue actif entre les États membres, le Secrétariat de l'ONU, et ses missions sur le terrain, en mettant davantage l'accent sur le rôle que peuvent jouer les bureaux régionaux et les équipes pays du système de l'ONU dans l'approche de prévention de la violence. Cela doit également, le cas échéant, passer par une augmentation des ressources humaines et financières dans le cadre des opérations de paix onusiennes. Néanmoins, il est important de garder à l'esprit certains risques, en particulier celui de compromettre la perception par les acteurs locaux de l'impartialité de l'ONU, essentielle à son travail de dialogue et de prévention de conflit, ainsi que les risques d'être mêlé à l'abus par certains États d'une politique de lutte contre l'« extrémisme violent »

pour des raisons politiques et en vue de la stigmatisation de groupes d'opposition politique.

La mise en œuvre du Plan d'action du secrétaire général de l'ONU au niveau régional exigera une étroite collaboration avec les organisations régionales travaillant déjà dans ces domaines (le G5, la CEDEAO, l'UEMOA, l'UA), ainsi que d'autres partenaires multi- ou bilatéraux. L'ONU et ces organisations régionales opèrent dans un espace commun et doivent donc s'associer et enrichir leur réflexion et leurs actions mutuelles en capitalisant sur les synergies. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a clairement un rôle à jouer dans cette mise en commun des moyens et dans la facilitation de la coordination des actions régionales de prévention de l'extrémisme violent, tout en servant de pont vers d'autres espaces régionaux pertinents que sont l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale, en liaison avec les bureaux onusiens implantés dans ces régions.

Conclusions et recommandations

Le secrétaire général de l'ONU avait appelé au développement de « nouveaux plans d'action régionaux ou sous-régionaux, sous l'égide d'organisations régionales ou sous-régionales et de l'Organisation des Nations Unies, en ayant l'esprit qu'il s'agit de compléter et de renforcer [les] plans nationaux ». ⁶ En réponse à cet appel, les participants à la rencontre ont insisté sur le fait que les politiques relatives à la prévention de l'extrémisme violent doivent être fondées sur des actions auxquelles les institutions, les citoyens et les communautés participent pour faire émerger des alternatives qui apportent des réponses positives innovantes, et que les différents niveaux d'action doivent être adaptés aux contextes et perceptions locales spécifiques.

Cependant, la réforme des approches actuelles nécessite de faire le bilan et de reconnaître les limites et échecs des politiques conduites aux différents niveaux — internationaux, régionaux ou nationaux. Il faut aussi reconnaître qu'aucune approche technique ne pourra pallier à la nécessité d'une bonne gouvernance de l'État et d'un dialogue

6 Assemblée générale de l'ONU, *Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du 24 décembre 2015*, para. 45.

inclusif permettant dès le début de poser les diagnostics et de dessiner des réponses communes. Les institutions nationales et régionales n'ont souvent également pas les outils nécessaires de suivi des phénomènes de montée de l'extrémisme violent, notamment aux niveaux locaux et transnationaux. Enfin, la quasi-absence de débat national autour de ces questions reste un défi car des politiques efficaces ne peuvent pas être mises en œuvre avec succès sans l'implication des citoyens.

La rencontre a permis de dégager un certain nombre de recommandations. Celles-ci concernent tant la façon dont l'ONU et ses partenaires pourraient plus efficacement aborder la question de la prévention de l'extrémisme violent par une action coordonnée au niveau sous-régional en Afrique de l'Ouest et au Sahel-Sahara, en appui aux gouvernements nationaux et aux autorités et communautés locales, que l'émergence d'initiatives citoyennes responsables :

- La participation politique, l'amélioration des relations État-citoyen/gouvernants-gouvernés et le dialogue inclusif sont des mécanismes privilégiés pour investir dans la paix et prévenir la violence, y compris l'extrémisme violent.
- Des structures consultatives inclusives des aînés, des sages, des femmes, des jeunes, des partis politiques et du secteur privé doivent être créées ou renforcées pour éclairer les politiques nationales, régionales et internationales sur la prévention de l'extrémisme violent et ainsi contribuer à une plus grande appropriation nationale des politiques de prévention, ainsi qu'une meilleure évaluation de leur mise en œuvre.
- Les médias pourront aussi informer sur les initiatives positives de paix. Une programmation conjointe au niveau régional pourrait être encouragée, y compris par la mise en place d'un réseau de femmes journalistes. Les radios communautaires ont également un rôle important dans l'éducation et la sensibilisation des citoyens.
- Les initiatives institutionnelles visant la prévention de l'extrémisme violent doivent bâtir sur les initiatives existantes — des organisations régionales du G5, la CEDEAO, l'UEMOA, et l'UA. Ces initiatives doivent mettre en cohérence leurs différentes stratégies et mettre à profit leurs avantages comparatifs et bonnes pratiques de

manière coordonnée.

- Si les États ont des espaces de coordination au sein desquels ils peuvent travailler de concert à renforcer les politiques de prévention de l'extrémisme violent, il manque de tels espaces permettant de mettre en réseau et de fédérer les initiatives citoyennes, au plan local mais également transnational. Un appui est nécessaire pour les aider à se mettre en place et à jouer leur partition en dialogue avec les autorités et organisations régionales et internationales.
- La mise en place d'espaces d'échanges au plan régional, permettant une prise en compte des dynamiques transnationales entre l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et sahélienne, et l'Afrique centrale, doit également contribuer à des approches de prévention qui soient adaptées aux réalités et portées par des interactions transnationales.
- Il est essentiel de faire valoir, mettre à profit et appuyer la recherche scientifique locale et sa diffusion, et de la prendre en considération dans l'élaboration des politiques nationales et régionales.
- Il est important de reconnaître le rôle et la responsabilité centrale des États dans la prévention, y compris par la gestion saine de la chose publique et de la diversité. Ils pourraient jouer ce rôle à travers des institutions inclusives et un meilleur équilibre entre les approches préventives et les réponses exclusivement sécuritaires, ces dernières devant être respectueuses de l'état de droit et des droits de l'homme. Ceci s'applique également aux politiques que doivent élaborer chaque État concerné face aux retours ou au repentir des personnes qui ont participé à des mouvements extrémistes violents.

Il va de soi que toutes ces recommandations ne peuvent pas faire abstraction du contexte mondial et de la gouvernance mondiale. Elles doivent également informer les politiques et stratégies internationales relatives à la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel-Sahara. Pour ce faire, les co-organisateur de la rencontre, l'UNOWAS, IPI et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse, s'engagent à restituer les résultats de cette rencontre dans le cadre d'une table-ronde qu'ils organiseront à l'automne à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Agenda

Lundi 27 juin 2016

8 h 30 – 9 h 00 **Arrivée et inscription des participants**

9 h 00 – 9 h 15 **Discours d'ouverture**

M. Mohamed Ibn Chambas, *Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)*

Mme Dagmar Schmidt, *Ambassadeur au Sénégal, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse*

M. Youssef Mahmoud, *International Peace Institute (IPI)*

9 h 15 – 9 h 25 **Lancement des travaux**

M. Coly Seck, *Chef de cabinet du Ministre des affaires étrangères, Sénégal*

9 h 25 – 9 h 45 **Allocution principale**

M. Ahmedou Ould-Abdallah, *Centre 4s, Mauritanie*

9 h 45 – 10h 00 **Pause-café**

10 h 00 – 11 h 30 **Première séance plénière**

Perceptions et manifestations de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel-Sahara

Cette session cherchera à mieux comprendre comment les États, les citoyens et les organisations de la région perçoivent et définissent la question de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel-Sahara. Une série d'enquêtes et d'études de perception récentes menées dans divers pays de la région a sert de point de départ pour cette conversation.

Présidente de séance

Mme Carol Mottet, *Conseillère principale, Division sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse*

Panelistes

Dr. Bouchra Benhida, *Directeur, Center of Executive Education, Université Al Akhawayn, Casablanca, Maroc*

M. Ahmed Labnouj, *Chercheur, Interpeace, Maroc*

M. Mohamed Anacko, *Président, Conseil régional d'Agadez, Niger*

M. Fabrice Boussalem, *Coordonnateur, Programme Sahel, PNUD, Sénégal*

M. Reda Benkirane, *Chercheur, Centre pour le dialogue humanitaire, Suisse*

11h 30 – 13h 00 **Deuxième séance plénière**

La dynamique sous régionale et l'impact des tendances mondiales de l'extrémisme violent sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel-Sahara

Cette session se concentrera sur la dynamique sous régionale et l'impact des tendances

mondiales de l'extrémisme violent sur l'Afrique de l'Ouest et du Sahel-Sahara.

Président de séance

M. Moudjib Djinadou, *Directeur politique, UNOWAS, Sénégal*

Panelistes

Mme Comfort Lamptey, *Conseillère régionale sur la paix et la sécurité, ONU Femmes, Sénégal*

M. Dahane Ahmed Mahmoud, *Directeur exécutif, Institut mauritanien des études stratégiques (IMES), Mauritanie*

M. Jean-Hervé Jézéquel, *Directeur adjoint, Bureau Afrique de l'Ouest, International Crisis Group, Sénégal*

Dr. Salma Belaala, *Expert sénior en la prévention sociétale de la radicalisation violente dans le Sahel-Maghreb, UE*

13 h 00 – 14 h 00 **Déjeuner**

14 h 00 – 17 h 30 **Groupes de travail thématiques**

Options politiques et meilleures pratiques de prévention réussie

Les groupes discuteront d'une nouvelle approche de la question de la prévention de l'extrémisme violent en regardant les facteurs qui sont associés à des sociétés pacifiques et résilientes et en offrant des alternatives à la violence (plutôt que seulement les facteurs qui alimentent et soutiennent des actes de violence), et en identifiant des exemples de la façon dont les Etats et/ou les communautés et les organisations cherchent à prévenir la violence extrême à travers: (1) la participation politique, l'amélioration des relations État-citoyens et un dialogue inclusif; (2) une couverture médiatique indépendante et responsable, dans un monde où prime la concurrence pour obtenir des informations; et (3) les approches sous régionales de prévention au-delà des frontières. Les participants discuteront des lacunes dans les politiques et les options actuelles pour traiter davantage les défis auxquels ils sont confrontés.

Groupe 1 : La participation politique, les relations État-citoyen et le dialogue inclusif

Présidente de groupe

Prof. Marie-Joëlle Zahar, *Professeure titulaire de science politique et Fellow, Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal, Canada*

Groupe 2 : La couverture médiatique indépendante et responsable dans un monde où prime la concurrence pour obtenir des informations

Président de groupe

M. Kouider Zerrouk, *Chef des communications et de l'information publique, UNOWAS, Sénégal*

Groupe 3 : Les approches sous-régionales en matière de prévention au-delà des frontières

Présidente de groupe

Mme Lori-Anne Thérroux-Bénoni, *Directrice, Bureau Afrique de l'Ouest, Institut d'études de sécurité, Sénégal*

Mardi 28 juin 2016

9 h 30 – 11 h 00 **Troisième séance plénière**

Présentation des travaux des sessions du groupe de travail

Modérateur

M. Youssef Mahmoud, *International Peace Institute (IPI)*

12 h 00 – 13 h 00 **Déjeuner**

13 h 00 – 14 h 45 **Quatrième séance plénière**

Vers une perspective régionale sur le plan d'action du secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent

Passant en revue les conclusions des trois groupes de travail, les participants examineront les moyens dont dispose l'ONU et ses partenaires pour aborder efficacement la question de la prévention de l'extrémisme violent en appui aux gouvernements nationaux et autorités et communautés locales, par une action coordonnée au niveau sous-régional en Afrique de l'Ouest et au Sahel-Sahara. La session cherchera à développer une perspective régionale sur le Plan d'action du secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, y compris les défis et opportunités pour la mise en œuvre du plan en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Président de séance

M. Edem Blege, *Responsable de la Cellule de liaison d'UNOWAS à Nouakchott, Mauritanie*

Panelistes

M. El Hadj Mohamed Najim, *Secrétaire permanent, G5 Sahel, Mauritanie*

Mme Fatima Kyari Mohammed, *Conseillère spéciale, CEDEAO, Nigéria*

M. Arthur Boutellis, *International Peace Institute (IPI)*

M. Gilles Yabi, *WATHI Think Tank Citoyen de l'Afrique de l'Ouest*

14 h 45 – 15 h 00 **Pause-café**

15 h 00 – 15 h 45 **Conclusions, remarques de clôture**

Mme Dagmar Schmidt, *Ambassadeur au Sénégal, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse*

M. Youssef Mahmoud, *International Peace Institute (IPI)*

M. Mohamed Ibn Chambas, *Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'UNOWAS*

15 h 45 – 16 h 15 **Communiqué conjoint (Suisse/ONU/IPI)**

Participants

M. Ahmedou Ould-Abdallah

Centre 4s, Mauritanie

Mme Olga Abilova

Analyste politique, IPI

M. Moussa Maed Amar

Centre 4s, Mauritanie

Mme Ngozi Amu

Chef d'Unité de recherche et analytique,
UNOWAS, Sénégal

M. Mohamed Anacko

Président, Conseil régional d'Agadez, Niger

M. Abdoulaye Bâ

Représentant au Sahel, Fondation Cordoue de
Genève, Suisse

Dr. Bouchra Benhida

Directeur, Center of Executive Education,
Université Al Akhawayn, Casablanca, Maroc

M. Mehdi Barhoumi

Directeur de programme, International Alert,
Tunisie

M. Philippe Béguin

Chef de mission adjoint, Ambassade au Sénégal,
Suisse

Mme Salma Belaala

Expert sénior en la prévention sociétale de la
radicalisation violente dans le Sahel-Maghreb, UE

M. Reda Benkirane

Chercheur, Centre pour le dialogue humanitaire,
Suisse

Mme Lori-Anne Thérroux-Bénoni

Directrice, Bureau Afrique de l'Ouest, Institut
d'études de sécurité, Sénégal

Amb. Jean-Daniel Biéler

Conseiller spécial pour l'Afrique centrale, Division
sécurité humaine, Département fédéral des affaires
étrangères, Suisse

M. Edem Blege

Responsable de la Cellule de liaison d'UNOWAS à
Nouakchott, Mauritanie

M. David Bouanchaud

Attaché régional en charge de la réponse aux
crises en Afrique de l'Ouest et dans les Grands
Lacs, Délégation de l'Union européenne au
Sénégal

M. Fabrice Boussalem

Coordonnateur, Programme Sahel, PNUD,
Sénégal

M. Arthur Boutellis

Directeur, Centre pour les Operations de Paix, IPI

M. Mohammed Ibn Chambas

Représentant spécial du secrétaire général de
l'ONU et Chef du Bureau des Nations unies pour
l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)

M. Rémi Carayol

Journaliste, *Jeune Afrique*, Mali

M. Andrés Figueroa Dávila

Analyste informatique, UNOWAS, Sénégal

M. Michaël N. Didama

Directeur de publication *Le Temps*; Président,
Association des éditeurs de la presse privée du
Tchad (AEPT); Président, Forum des responsables
des médias de l'Afrique centrale (FREMAC),
Tchad

M. Moudjib Djinadou

Directeur politique, UNOWAS, Sénégal

Mme Mousry Ahmed Ethmane

Etudiant-chercheur en science politique et
relations internationales, Université Jean Moulin
Lyon III, France

Mme Sarah Fall

Collaboratrice droits de l'homme, Ambassade au
Sénégal, Suisse

M. Vincent Foucher

Analyste principal Afrique de l'Ouest, Bureau Afrique de l'Ouest, International Crisis Group, Sénégal

M. Gatama Guibai

Directeur de publication, L'œil du Sahel, Cameroun

Mme Amandine Gnanguênon

Directrice du projet Guerre et politique, Institut des mondes africains (IMAF), Sénégal

Mme Nora Ghelim

Organisation Internationale de la Francophonie, France

M. Pascal Holliger

Conseiller politique, Ambassade au Nigéria, Suisse

M. Napoleon Idamwenhor

Responsable de programme, Centre for Democracy and Development (CDD), Nigéria

M. Jean-Hervé Jézéquel

Directeur adjoint, Bureau Afrique de l'Ouest, International Crisis Group, Sénégal

Mme Comfort Lamptey

Conseillère régionale sur la paix et la sécurité, ONU Femmes, Sénégal

M. Ahmed Labnouj

Chercheur, Interpeace, Maroc

Mme Zahra' Langhi

Directrice fondatrice, Plateforme des femmes libyennes pour la paix, Libye

M. Abdoulaye Maïga

Analyste alerte et prévention, African Center for the Study and Research on Terrorism (ASCRT/CAERT), African Union Commission, Algérie

M. Youssef Mahmoud

Conseiller principal, IPI

M. Dahane Ahmed Mahmoud

Directeur exécutif, Institut mauritanien des études stratégiques (IMES), Mauritanie

Mme Guadalupe Mègre

Cheffe de la prévention du terrorisme, UNODC, Sénégal

M. Zakari Mijinyawa

Programme CVE, Bureau du conseiller de sécurité nationale, Nigéria

M. Najim El Hadj Mohamed

Secrétaire permanent, G5 Sahel, Mauritanie

Mme Fatima Kyari Mohammed

Conseillère spéciale, CEDEAO, Nigéria

Mme Carol Mottet

Conseillère principale, Division sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

M. El Houssein Ould Nagi

Conseiller, Présidence de la République, Mauritanie

Mme Zipporah Ndione

Réseau ouest africain des jeunes femmes leaders, Sénégal

Général de Brigade M. Paul Ndiaye

Directeur, Centre des hautes études de défense et de sécurité (CHEDS), Sénégal

M. Philippe Prévost

Chief of Joint Mission Analysis Centre and Chairman of the Joint Coordination Board, MINUSMA, Mali

Mme Elisabeth Sancery

Cheffe de Section Coordination et Partenariats, UNOWAS, Sénégal

Amb. Dagmar Schmidt

Ambassadeur au Sénégal, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

Mme Oumou Sall Seck

Ancienne maire de Goundam, Mali

M. El Haïba Sheikh Sidati

Journaliste, *Al Akhbar*, Mauritanie

M. Aslam Souli

Vice-Président, Initiative nationale de la jeunesse contre le terrorisme, Tunisie

M. Adam Thiam

Journaliste, *Le Républicain*, Mali

M. Massalbaye Tenebaye

Conseiller aux droits de l'homme, Bureau du premier ministre, Tchad

M. Guillaume Thibault

Journaliste, Radio France Internationale, Sénégal

Mme Djeinaba Touré

Présidente, Je m'engage, Mauritanie

Mme Nana Touré-Sy

Coordinatrice de la plateforme sous-régionale, PNUD, Sénégal

Mme Lea Tries

Délégation de l'Union européenne, Sénégal

M. Gilles Yabi

WATHI Think Tank Citoyen de l'Afrique de l'Ouest, Sénégal

M. Hervé Yonkeu

Rédacteur en Chef, Bureau régional, BBC Afrique de l'Ouest, Sénégal

Prof. Marie-Joëlle Zahar

Professeure titulaire de science politique et Fellow, Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal, Canada

M. Kouider Zerrouk

Chef des communications et de l'information publique, UNOWAS, Sénégal

L'**International Peace Institute (IPI)** est un centre de recherche international, indépendant et à but non lucratif dédié à la gestion du risque et au renforcement des capacités de résilience pour la promotion de la paix, de la sécurité et du développement durable. Dans ce but, l'institut conduit des activités associant recherche, analyse stratégique, publications et séminaires. L'institut a son siège à New York en face des Nations Unies, ainsi que des bureaux à Vienne et à Manama, et son personnel est composé de plus d'une vingtaine de nationalités différentes.



777 United Nations Plaza, New York, NY 10017-3521, USA

TEL +1-212-687-4300 FAX +1-212-983-8246

Freyung 3, 1010 Vienna, Austria

TEL +43-1-533-8881 FAX +43-1-533-8881-11

52-52 Harbour House, Bahrain Financial Harbour

P.O. Box 1467, Manama, Bahrain

www.ipinst.org